le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
5 au 11 octobre 2000

10 FF
1,52 €

A Prague, en Bolivie, à Jérusalem

La violence d'État est internationale

Partout dans le monde, des manifestations éclatent pour contester le pouvoir de l'État, exprimer le ras-le-bol de situations dont les perdants sont toujours les mêmes, et revendiquer le droit à des conditions de vie décentes. La seule réponse de l'État, où qu'il se trouve, reste la matraque. Et celle-ci est impitoyable : à Jérusalem l'armée a tiré sur la foule faisant 30 morts, au jour où nous écrivons, et de nombreux blessés ; à Prague, ce sont les lacrymos et les jets d'eau qui ont accueilli les manifestants. En Côte d'Ivoire, la répression est féroce contre ceux qui remettent en cause le régime militaire. En Tchétchénie, l'armée russe continue son travail de boucher contre une population réduite à la misère. Et la liste est encore longue…

Nous, anarchistes, tenons à affirmer notre solidarité avec toutes les victimes d'un système économique et politique qui ne pourra jamais nous satisfaire. La répression est internationale, la solidarité doit l'être aussi.

A l'heure ou les médias français n'avaient à la bouche que l'affaire Méry, énième scandale politico-financier de notre classe politique qui ne cache plus son discrédit, 15 000 à 20 000 manifestants protestaient à Prague contre la tenue du F.M.I. et de la banque mondiale, organisme capitalistes regroupant patrons et officiels des États dans le but d'exploiter toujours plus les prolos des pays pauvres et des pays riches, en leur imposant toujours plus de sacrifices à la loi du marché.

Sur l'initiative de l'I.N.P.E.G. (réseau informel organisant le gros de la manifestation composé d'anarchistes sociaux, d'écolos radicaux, d'O.N.G., et même de curetons de Jubilé 2000), et de plusieurs centaines de groupes politiques, syndicaux et sociaux de toute l'Europe, voire du monde (il y avait des Israéliens, des Américains, des Russes, quelques Indiens…) a ainsi eut lieu une semaine d'action ponctuée d'importantes manifestations.

C'est le samedi 23 que 2000 anarchistes et antifascistes radicaux ont ouvert le bal avec une manifestation internationale contre le fascisme et contre la volonté bravache des skinheads locaux de manifester à la fois contre le F.M.I., tentant de récupérer la lutte, et contre les « gauchistes ». Bien mal leur en a pris car ceux-ci ont du être protégé par la police des anarchistes qui comptaient bien empêcher physiquement cette manifestation. 90 skinheads ont ainsi été pris à partie par les contre-manifestants.

Détermination contre répression

Après cette démonstration de force, contrastant avec les rassemblements nostalgiques des staliniens locaux, c'est mardi qui a constitué le point d'orgue de cette mobilisation.

Après la constitution d'un cortège commun le matin, la manifestation s'est scindée en trois groupes d'actions : le bleu regroupant autonomes, anarchistes et antifascistes radicaux, le rose regroupant marxistes de toutes obédiences et de tous poils, le jaune constitué d'écolos et de sociaux-démocrates. Les bleus se sont alors dirigés vers le pont donnant accès au Palais des congrès où se déroulait le sommet. Il était environ 13 heures. À peine arrivés, la police charge avec une rare violence utilisant gaz lacrymogène, canon à eau et matraquages en règle. À cette violence extrême plusieurs réponses : jets de pierre, de cocktails Molotov, ou tout simplement la volonté ferme de ne pas reculer et de défendre le droit essentiel de se rassembler et de manifester librement. Parallèlement c'est le groupe rose qui, après avoir repoussé plusieurs lignes de policiers à l'aide de chambres à air attachées ensemble, se fait attaquer.

Au nord, au sud, les accès sont verrouillés par les manifestants, toujours sous le coup d'une violente répression policière. 6 heures tous les métros sont arrêtés à Prague, et, malgré les matraquages et la violence de l'État, l'étau se resserre sur le palais des congrès. C'est aux alentours de 17 heures qu'un groupe de 500 manifestants appartenant apparemment principalement au groupe bleu, a réussit à contourner le cordon policier et atteindre les abords immédiats du palais des congrès.

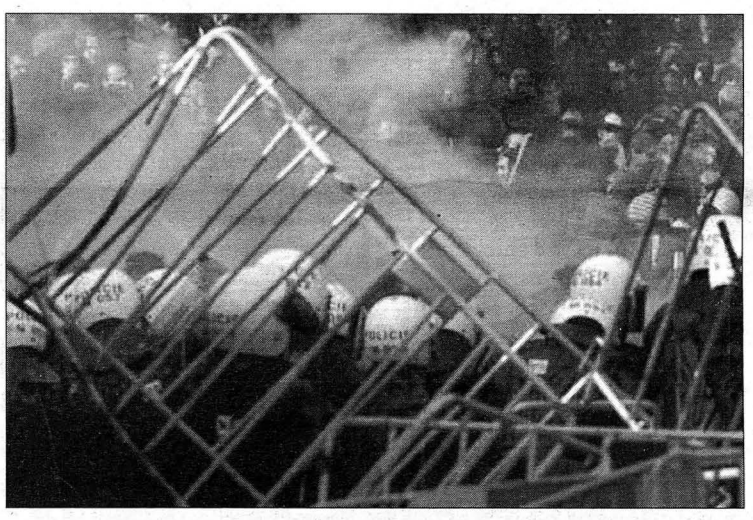
Le groupe rose arrive lui aussi à proximité. Pendant plusieurs minutes, un vent de panique souffle parmi les délégués officiels présents qui n'osent pas sortir à découvert pour rejoindre leur voiture. La police intervient de nouveaux et dégage les manifestants à coup de matraque.

Les anarchistes premières victimes de la violence

Plus tard, le groupe bleu essaye de bloquer le métro par lequel sont évacués les délégués, mais la police anti-émeute les en empêche. Le clou de la soirée sera le blocage par 3000 manifestants du square de l'Opéra qui devait accueillir une fête pour les délégués du F.M.I. Celle-ci sera annulée pour « circonstances imprévues ».

À la fin de la journée c'est 859 arrestations qui sont reconnues officiellement par le ministère de l'Intérieur tchèque.

Les attaques de la police, dirigées tout particulièrement sur les anarchistes et les éléments les plus radicaux de la contestation anticapitaliste montrent une volonté affichée des États et du capitalisme de s'en prendre physiquement à ceux qui contestent leur domination de manière radicale et de domestiquer la contestation au point d'en fixer les codes et les attitudes, ce pour le plus grand bonheur de la frange réformiste du mouvement de contestation. Ainsi sont mis en avant les manifestations traîne-savates et non plus les blocages, les groupes réformistes, confessionnels et les O.N.G. sont invités à participer au sommet, les officiels du F.M.I., les États et les grands médias tentant de marginaliser le reste de la contestation en en faisant un ensemble informe désigné sous le nom de « casseurs », niant totalement la force, le nombre et le projet politique des militants radicaux qui, par ailleurs, sont loin de tous choisir la violence, ridicule de toute façon comparée à celle de l'État.



Ces réformistes croient pouvoir faire évoluer une institution qui pourtant est détestable et néfaste jusque dans ces fondements et regarde ces invitations comme une aubaine et un but à atteindre, alors qu'ils ne font que servir de caution au capitalisme et à ses tenants. Il devient important d'éviter la marginalisation de la frange radicalement anticapitaliste dans ce type de mouvements internationaux, qui ne pourrait que conduire à un ciblage de la répression sur ceux-ci.

À la suite de ces manifestations, prolongement de la répression, 800 à 900 personne semblent être encore retenus par la police tchèque (d'autres ont été arrêtés suite aux manifestations de soutien aux prisonniers). Partout dans le monde, des groupes ont organisé des actions de solidarité. Le F.M.I. a du devant la pression de la rue, annuler sa dernière journée de réunion.

Rendez-vous à Nice, pour le Conseil de l'Europe, en décembre…

Sam. – groupe Durruti (Lyon)

Communiqué

892 arrestations officiellement revendiquées par la police tchèque lors du sommet du FMI et de la Banque Mondiale. Au moins cinq Français détenus dans des conditions épouvantables. C'est le bilan d'une semaine d'hystérie répressive contre les dissidents du nouvel ordre mondial. La Fédération anarchiste s'indigne que les symboles du monde capitaliste, appelé « monde libre » il y encore 10 ans de cela, se protègent derrière les cellules, les salles de tortures, les sévices sexuels, les arrestations arbitraires, le fichage, le déni de droit civil dont use et abuse une police tchèque pas encore déstalinisée et qui n'a pas encore perdu la main.

La Fédération anarchiste relève le silence désinvolte des médias officiels français et des responsables politiques qui pourtant avaient su il y a peu nous tenir au courant heure par heure du sort des otages de Jolo…

Fédération anarchiste

ISSN 0026-9433 – **N° 1215**

M 2137 - 1215 - 10,00 F

Mujeres libres

Des femmes libertaires, des femmes en lutte... des femmes libres

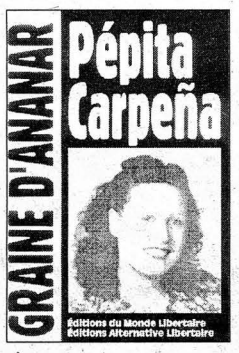
La nécessité d'un mouvement spécifiquement féminin s'est fait sentir avec acuité durant la guerre de 1936, du fait de la grande effervescence qui régnait alors pendant la guerre civile.

Cependant, beaucoup de nos camarades qui avaient pris conscience très tôt de leur condition de double esclavage, en tant qu'ouvrière et en tant que femme surtout s'étaient intégrées au mouvement syndicaliste CNT qui réunissait, lui, les meilleures conditions d'idéologie pour ces Femmes Libres, de tout préjugé, chose rare à l'époque pour des femmes.

Notre lutte syndicale a suivi de pair, avec notre appartenance à la F.I.J.L. (Fédération ibérique des jeunesses libertaires) où l'on discutait de tous nos problèmes concernant aussi bien notre condition de femme que les problèmes sexuels, et tous les problèmes sociaux en général. La culture prenait une grande part en nos activités car il ne faut pas oublier qu'à l'époque rares étaient ceux qui pouvaient faire des études et la plupart de nos compagnons avaient tout juste appris à lire et écrire; presque tous, à 12 ans devions aller travailler, la condition ouvrière était lamentable – c'est donc seules, en autodidactes, que nous avons acquis les connaissances élémentaires qui nous manquaient. La plupart d'entre nous n'étions pas très chaudes pour participer au mouvement spécifiquement féminin qu'était « Mujeres Libres » et qui venait de se former car nous considérions que la lutte devait se mener de front, hommes et femmes ensembles; d'abord la lutte ouvrière – la plus pressée – ensuite, chacun de nous, en nous mêmes; dans nos foyers; dans notre vie de tous les jours il fallait essayer d'extirper les gros préjugés qui nous restaient de tant d'années d'habitudes et d'éducation chrétienne, c'est ce que beaucoup de camarades ont essayé de faire. Nous avons réussi, dans les syndicats à nous imposer un peu en tant que militantes, mais imposer l'émancipation totale en tant qu'individu-e-s à part entière, cela était une autre histoire.

Les raisons d'une organisation spécifique

Il est navrant de constater que ces mêmes camarades qui étaient de si dévoués militants syndicalistes, étaient si réactionnaires au point de vue de l'émancipation de la femme. Il n'était pas rare de voir que ces camarades hommes laissaient de côté les camarades femmes, considérant qu'elles n'étaient pas capables de comprendre les problèmes. Quand, parfois, ils s'adressaient à elles, c'était toujours avec un air condescendant, presque comme une faveur. Cela s'est fait sentir plus fortement à mesure que les discussions se tenaient dans nos sièges où ces camarades prenaient de plus en plus conscience. On s'apercevait alors du fossé existant entre les deux sexes, du à un préjugé difficile à faire disparaître, et ce, même chez nos jeunes copains libertaires. J'aurais beaucoup d'anecdotes à raconter de ma période passée aux J.J.L.L. antérieure à la guerre de 36, et au début de celle-ci. Ce n'est pas mon propos de faire seulement des critiques. Beaucoup de copains sincères ont essayé de comprendre et d'aller de l'avant (ceux-ci rachètent ceux, plus « malins », qui voulaient profiter de la vague d'amour libre qui existait et que beaucoup ont mal comprise et assimilée).



Pépita Carpena, autobiographie, collection Graine d'Ananar, éditions du *Monde libertaire*, 50 p, 20 F

La guerre civile ayant eut lieu, une grande activité s'est manifestée surtout parmi les jeunes femmes qui, lasses de toutes les chaînes qui les réprimaient ont poussé un « ouf » de libération... « Les aténéos » se sont remplies. Les syndicats aussi. Un grand travail commençait pour tous dans la plénitude de notre révolution.

C'est alors que les jeunes de la F.I.J.L., et pour des raisons que je ne veux point nommer ici, ont décidé, après consultation de la base naturellement, de créer une section féminine au sein de son organisme. Dans un congrès à Barcelone en 1937, et par majorité, l'accord a été conclu.

Beaucoup de camarades femmes – pas toutes – étaient contre ce projet car nous pensions que chez nous, les anarchistes, cela était un contresens, une ségrégation manifeste, d'autant plus que le mouvement « Mujeres Libres » existait déjà et ce, depuis 1936.

Les camarades Lucia Sanchez Saornil, Amparo Poch y Gascon et Mercedes Compaposada étaient les fondatrices du mouvement. Ayant senti la nécessité de sa création, beaucoup de femmes hésitaient à se manifester parmi leurs camarades masculins, à cause de ce que j'ai indiqué plus haut; cette soi disant supériorité masculine qui retenait nos compagnes et que, sans qu'eux-mêmes s'en aperçoivent, montraient nos compagnons.

Beaucoup de nos militantes sont allées dès lors grossir les rangs de « Mujeres Libres », et moi, parmi le nombre, je n'étais pas très chaude partisane d'être entre nous car cela me semblait assez péjoratif, mais par la suite j'ai compris le grand travail à réaliser entre nous.

Pas de hiérarchie dans nos combats

Nous pouvions voir ce qui n'allait pas avec nos mêmes compagnons. Que de notre propre émancipation dépendait leur propre émancipation. Une grande période d'agitation a suivi, une grande remise en question permanente, tout ce que justement les femmes de 1977 ont demandé et acquis a force de volonté, et nous, déjà, en 1936, nous l'avions préconisé. Il ne faut pas oublier que le gouvernement de la république donnait aux femmes le droit à l'avortement libre qui a été accordé en France en 1975 a force de luttes menées par ces femmes admirables qui ont tout donné pour la cause des femmes, souvent mal comprises et pas toujours admises. Nos camarades de la CNT nous ont tolérées mais point admises dans leur sein (On demandait à participer à part entière avec notre sigle comme c'était le cas pour la F.I.J.L.).

Je crois qu'à cette époque, portés par tous les problèmes posés à eux par la guerre et les luttes politiques, ils ont laissé de côté ce qu'ils considéraient comme de peu d'importance. Pourtant nul ne peut ignorer le rôle immense que la femme peut jouer au foyer en tant que mère éducatrice, en tant que compagne et en tant qu'individue à part entière.

Notre persévérance a fait que quelques camarades se sont penchés sur nos problèmes et ont commencé à s'intéresser à nous. Nous avons été davantage comprises. Beaucoup ont compris que de notre propre émancipation dépendait aussi la leur. Un grand pas était fait dans nos luttes. Ce qui a permis par la suite que nos jeunes camarades d'aujourd'hui soient mieux intégrées et comprises. Il est vrai qu'une grande évolution a eu lieu. Les nouvelles générations sont habituées à militer ensemble, hommes et femmes, ce qui hier paraissait incongru paraît aujourd'hui normal et il est presque anormal de parler de ces préjugés que nous avons rencontrés tout au long de notre vie militante. Peu de femmes, hélas, ont passé le seuil de simples femmes de militants sans qu'elles mêmes, et par leur propre initiative, aillent grossir les rangs de militants à part entière.

Une lutte toujours d'actualité

J'ai tenu à faire cette incursion dans le passé pour expliquer pourquoi il y a peu de femmes militantes dans notre milieu. Aujourd'hui que notre jeunesse bouge, hommes et femmes ensemble, avec un mouvement féminin conscient. Je fais une parenthèse pour féliciter les femmes qui au meeting du 2 juillet à Barcelone ont pris la parole, je ne connais pas leur nom et je le regrette, après Fédérica Montsény, une camarade pour « Mujeres Libres » et une autre pour « Ensenanza » ont bien parlé et laissé en haut lieu notre sexe. J'étais émue et ravie à la fois. La graine que nous avions semé poussait plus forte encore.

Je crois donc que ce mouvement pourra faire son travail de façon mieux comprise, bien que je sois persuadée qu'encore de nos jours nos camarades masculins n'ont pas tout à fait encore pu se défaire de « ce complexe de supériorité » si ancré dans leurs habitudes. Je crois que ces quelques lignes pourront éclairer certains passages de notre lutte et que sera mieux compris le travail réalisé par nos camarades qui ont lutté avec persévérance et ténacité pour que la condition féminine s'améliore et suive l'évolution des mœurs.

Je crois qu'à l'avenir, nos camarades qui ont un peu oublié ces problèmes se les poseront vraiment. Aucune lutte ne peut se faire sans tous les individus ensemble. Les partis politiques l'ont bien compris – eux – c'est pourquoi ils cherchent à tout prix à imposer les femmes partout ou ils peuvent, même s'ils s'en servent seulement à des fins politiques.

Nous devons être logiques avec nous-mêmes. Avec nos conceptions libertaires. Il faut qu'il y ait la libre acceptation des tâches de la part de l'homme et de la femme.

Cette question ne devrait même pas se poser dans notre milieu. Le fait que je la pose moi-même veut dire que quelque chose ne va pas tout à fait bien chez nous. Posons-nous les problèmes honnêtement et tirons les enseignements que cela implique, ensemble, et un grand pas sera fait vers la cause de la révolution.

Pepita Carpena
août 1977

Ensemble !

Dans le cadre de l'aliénation que génère le système capitaliste à l'encontre des êtres humains y a-t-il des oppressions plus importantes que d'autres? L'exploitation prime-t-elle sur l'oppression? La révolution doit-elle être totale, permanente et commencer aujourd'hui ou bien être graduée et hiérarchisée? Pourquoi les organisations révolutionnaires, et donc les organisations libertaires, ont-elles tant de mal à fédérer des autonomies? Pourquoi sont-elles à dominantes masculines? Qu'ont-elles à perdre (nous pensons qu'elles ont tout à gagner) à accepter que les femmes, les hommes, les homosexuel-le-s, les jeunes..., et tous ceux et toutes celles qui subissent une oppression spécifique, puissent occuper une place à part entière en leur sein? Le fédéralisme ne devrait-il pas rassembler plutôt que d'unifier? L'émancipation des un-e-s n'étend-t-elle pas toujours celle des autres à l'infini? Entre l'impasse des particularismes et celle d'une globalisation refusant de voir dépasser une seule tête, n'y a-t-il pas la place pour une révolution sociale que nous ferions ENSEMBLE?

Toutes ces questions vont traverser plusieurs textes à venir dans la page arguments de ce journal. Parce que leur lutte fut unique à maints égards, parce que plusieurs livres et brochures viennent de leur être consacrées (1), parce que nous tenons à leur rendre hommage, nous avons choisi de commencer cette série de textes en donnant la parole aux « Mujeres Libres» (2).

Groupe Michel Bakounine

(1) *Mujeres Libres*, ouvrage collectif, éditions du *Monde libertaire*, 400 p, 80 F

Pépita Carpena, autobiographie, collection Graine d'Ananar, éditions du *Monde libertaire*, 50 p, 20 F

Sara Beringuer, par Jacinthe Rausa, collection Graine d'Ananar, éditions du *Monde libertaire*, 50 p, 20 F

(2) L'interview de Pépita que nous publions est parue dans *Front Libertaire* n°75 de septembre-octobre 1977.

le monde libertaire
Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif (hors série inclus)		France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n°	❑ 45 F	❑ 70 F	❑ 60 F
3 mois	13 n°	❑ 105 F	❑ 170 F	❑ 140 F
6 mois	25 n°	❑ 195 F	❑ 310 F	❑ 250 F
1 an	45 n°	❑ 350 F	❑ 530 F	❑ 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
.....
Code postal ..... Ville .....
Pays ..... A partir du n° .....(inclus).
Chèque postal ❑ Chèque bancaire ❑
Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M) ❑

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toublet
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie: Groupe de presse MEAULLE (Bernay).
Dépôt légal 44145 – 1er trimestre 1977
Routage 205 – La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Au service des Etats et des patrons

Armée, la gangrène sociale

L'ARMÉE FRANÇAISE S'OUVRE aux femmes. Lors de la journée d'Appel de Préparation à la Défense, pour regonfler ses rangs, les femmes sont, elles aussi, les cibles obligées de la propagande militaire. Un refus de se soumettre à ce pseudo progrès social entraîne diverses sanctions administratives comme l'interdiction de passer des examens d'État et le permis de conduire. Par cette pseudo féminisation, par ce chantage et sous couvert d'offrir aux jeunes emplois et formations, l'armée cherche à nous convaincre de son utilité, de sa sensibilité aux droits de la femme, aux libertés individuelles, à l'égalité… Il n'en n'est rien.

Les militaires aiment les femmes… soumises

Sa culture, ses pratiques sexistes, homophobes font de l'armée un des piliers de la société patriarcale. Pour l'armée, la peur, la douleur, sont des sensations dites féminines que le soldat se doit de mépriser sous peine d'être ravaler au rang de « femmelette », de « tante ».

La hiérarchisation des sexes, la surestimation de l'hétérosexualité active, le déni constant de la personne plus passive, sensible, présentant des traits ou des caractéristiques dites féminines doivent prédominer pour chaque soldat.

L'armée aime les femmes peu revendicatives socialement, à sa botte, ou mère de nombreux futurs soldats. Elle aime les gays, les lesbiennes, les bi, les féministes à son service quand ils parviennent à taire leur particularité, à s'aliéner pour devenir des rambos et exécutants coulés dans le moule. Il est maintenant autorisé d'être homosexuel et militaire à condition expresse de ne pas le revendiquer.

Pendant les conflits, les femmes civiles sont aux premières loges, victimes des armées, des bombardements, des incendies, des assassinats de civils, des violences sexuelles dont les viols. La prostitution féminine reste un incontournable moyen de survie: Autour des casernes, des bases militaires, se propagent la prostitution, les maladies vénériennes, le sida. Les troupes de l'OTAN sont assidues des bordels militaires de campagne.

Les démobilisés, plus enclins, plus habitués à la violence que n'importe qui d'autre, usent plus facilement de celle-ci et le plus souvent à l'encontre des femmes (harcèlement, viols, femmes battues).

L'armée au service de l'Etat

Les femmes représenteraient 83 % des pauvres de la planète, une pauvreté commune à l'ensemble des pays du globe, dont l'armée a aussi sa part de responsabilités. Le détournement, la captation des richesses au profit des armées, conduit ici et ailleurs à une dégradation de la vie sociale.

En Inde, les dépenses militaires atteignent 65 % des budgets éducation et santé réunis. Sans aller si loin, la situation est quasiment similaire an France, il suffit de comparer le budget de l'armée et celui de l'éducation.

Aux États-Unis, la fabrication d'un B1 en 1983 nécessitait 38000 personnes. Avec la même somme, on pourrait embaucher 84 000 personnes dans le bâtiment ou 80 000 dans la santé. Accepter de travailler pour l'armée, c'est accepter cela.

Enfin, l'armée ne défend pas les populations civiles mais les intérêts du complexe militaro-industriel (les marchands de canons) des grands groupes financiers, des trusts… L'armée défend l'accès des gisements de pétrole, des mines d'uranium, de diamants, la libre circulation des flux financiers et d'information. Au nom du peuple, l'armée défend la bourgeoisie nationale ou sert le marché mondial, le capitalisme privé ou d'État.

Servir l'armée, c'est contribuer au pillage de la planète, des pays en voie de développement au profit d'une poignée de nantis, d'actionnaires peu scrupuleux… C'est assurer la postérité de notre société de consommation, de gaspillage, d'inégalités et d'injustices de toutes sortes.

En racolant lors de l'Appel de préparation à la Défense, l'armée profite du dénuement social, de la précarité et de l'incertitude des jeunes quant à l'avenir pour embrigader.

Quels que soient les postes proposés, refusons tout compromis avec ce parasite qui gangrène la planète, lobotomise l'individu.

En acceptant plus de femmes en son sein au nom de l'égalité, de la parité, la grande muette ne fait qu'accroître son emprise sur nos vies.

Sergej. – groupe Jes Futuro (Lannion)

Plan d'aide au retour à l'emploi

Un bagne pour les chômeurs

LE PATRONAT EFFICACEMENT épaulé par le gouvernement et certains syndicats ne chôme pas dans ses offensives contre les salariés. Sa machine de guerre : les huit chantiers pour une refondation sociale doit permettre de soumettre toujours plus les travailleurs aux exigences d'une production à moindre coût, aux mutations toujours plus rapides liées à la mondialisation des marchés. Sur le chantier de l'UNEDIC, le projet de réforme de l'assurance chômage a pour toile de fond la remise en cause de la participation de l'État aux négociations collectives. Le patronat a tout intérêt aujourd'hui à un rapport de force direct avec les syndicats. Ces derniers, divisés, pris au piège de la cogestion et en conflit avec une grande partie de leurs militants, restent sur la défensive. Il s'agit pourtant imposer aux chômeurs un « Plan d'aide au retour à l'emploi».

Ce PARE apparaît d'abord comme une stigmatisation du chômeur, qui par paresse se refuserait à faire les démarches nécessaires pour trouver un emploi. Tout refus de sa part de s'engager dans un « projet d'action personnalisé» serait sanctionné par la perte de l'allocation chômage. Un mois de silence vis-à-vis de l'administration et… un chômeur en moins pour des économies en plus. Il fallait y penser, pour lutter contre le chômage, s'attaquer aux chômeurs!

Le gouvernement, face à un tel projet, a eu beau jeu d'apparaître comme un garant des conventions collectives en refusant son aval. Ce blocage provisoire n'a pas fait beaucoup reculer le MEDEF qui contraint de revoir sa copie a accepté de revenir sur l'obligation faite aux demandeurs d'emploi d'accepter un travail selon leurs « aptitudes», qui les aurait contraint là brader leurs qualifications professionnelles pour n'importe quel job disponible. Il n'aurait pas déplu aux patrons une flexibilité optimale qui lui permette s'il le désire, de ne pas prendre en compte les qualifications donnant droit à des rémunérations conséquentes.

De l'autonomie à l'automutilation

La réforme de l'UNEDIC reste cependant un pas de plus vers le travail forcé. La contractualisation, l'individualisation du traitement des dossiers sous prétexte de faire émerger l'individu confronté à un système déshumanisant, vise en fait à la culpabilisation et au flicage accru des chômeurs. Désormais encadrés dans des stages bidons, contraints d'accepter des sous rémunérations, c'est bien l'autonomie des individus qui est une fois de plus battue en brèche. Le travailleur « souple» devra plier un peu plus l'échine face aux exigences patronales, sa formation à la carte, sanctionnant des compétences à péremption rapide ne donnant accès qu'à des emplois à durée limitée.

Dans cette situation de chômage diffus, l'alternance entre périodes de travail et périodes de chômage s'accélère et les chiffres n'en rendent pas compte, le salarié devient un « journalier» inféodé, sans prise sur son statut, éloigné de toute perspective de lutte collective susceptible d'améliorer durablement sa condition. Le travail à domicile, connu depuis longtemps des ouvrières du textile, aujourd'hui apanage de la nouvelle économie, oblige chacun à sanctionner sa propre productivité. L'autorité physiquement absente devient pourtant omniprésente et incontournable.

Le libéralisme veut un travailleur soumis aux lois de la marchandise, il est dans sa logique que toute offre d'emploi trouve immédiatement preneur parmi les demandeurs, qu'ils soient d'accord ou pas. La volonté individuelle, l'autonomie, l'autogestion de la production sont niées. On ne pourra pas longtemps nous faire croire le contraire.

Jean. – groupe Kronstadt (Lyon)

Faits d'hiver

Djihad !

Est-il possible de penser que le sport peut être autre chose que ce qu'il est aujourd'hui?

Est-il permis d'envisager que l'on puisse taper dans la bourolle avec des potes sans pour autant sombrer dans l'adhésion à la compétition, au machisme et à la loi de la jungle?

Est-il autorisé de prendre du plaisir en se dépensant physiquement, en se frottant (voir en se confrontant) la couenne à celle de ses partenaires d'en face, et, osons le dire, en leur mettant une pile?

Est-il indécent d'aimer, tout à la fois, mouiller le maillot et haïr le sport du fric et de la haine?

Est-il contre-révolutionnaire de se méfier comme de la peste des jugements hâtifs sur tout ce qui sent un peu trop la sueur et le peuple? Est-il tout simplement toléré que l'on puisse péter au lit?

Jusqu'à il y a peu (je le confesse) je répondais positivement à quatre de ces six questions. Mieux, je n'hésitais pas à affirmer que le capitalisme n'était pas étranger à l'intolérable sportif du moment.

Pire, dans le cadre de cette rubrique, sous le titre « le sport en rouge et noir », j'osais simplement rappeler que les couleurs rouge et noir de maints et maints clubs de foot et de rugby du sud-ouest remontaient à l'époque où les syndicats ouvriers (fortement marqués à la culotte par l'anarcho-syndicalisme) occupaient le terrain du social, et donc des colos et du sport, en essayant d'y inculquer des valeurs de liberté, d'égalité, d'entraide, d'autogestion et de coopération.

C'était avant que je n'apprenne que le ferry grec « express-samena » se ramasse la gueule sur la phare du Paros (en mer Egée) avec 63 morts et 7 disparus à la clef au motif que le capitaine avait demandé au mousse de tenir la barre pour pouvoir regarder un match de foot à la télé.

Comme le disait le grand Lénine, les faits sont têtus et, confronté à l'évidence, force m'est désormais d'admettre que le sport est non seulement un mal en soi, mais qu'il est carrément diabolique.

En conséquence, mes très chers frères, c'est tout à la fois penaud, morveux, repenti (c'est à la mode), converti et sacristie (pardon, sapristi), que je vous annonce ma décision de me croiser et de m'engager avec armes (mes boules de pétanque) et bagages, dans la grande armée révolutionnaire puritaine sponsorisée par l'international corporation kmers noirs united colors, direction toute la guerre sainte.

En avant (Guingamp) !

Jean-Marc Raynaud

Les politiques s'intéressent aux prisons

Renforcement de la logique d'enfermement

La situation inhumaine des taules françaises a occupé une place de choix dans les médias cette année. Si en décembre 1999 le rapport du docteur Pradier sonnait l'alarme en dénonçant le « désastre psychique pour les malades mentaux en prison » et « l'inexplicable présence en prison d'un nombre considérable de psychotiques identifiés », alors que pour sa part le rapport Farge constatait en février le dépérissement des libérations conditionnelles (1), c'est par le livre « Médecin-chef à la prison de la santé » de Véronique Vasseur en janvier dernier que le débat a trouvé un écho plus large. Deux commissions parlementaires ont été créées et elles ont rendu leur rapport en juin, reprenant ce que l'on sait déjà : surpeuplement (2) et loi du milieu, conditions sanitaires déplorables, manque de personnel éducatif pendant ou après l'incarcération (3), opacité d'un système peu habitué à la transparence, taux de suicide élevé (3e rang européen avec 244 suicides en 1998 et 1999) (4). Par contre, la présence massive en prison de personnes issues du prolétariat n'est pas franchement mise en relief, faut-il s'en étonner ? Sous couvert d'humanitaire, mais surtout pour désengorger les taules sans remettre en cause la logique de répression, des voix s'élèvent pour réclamer une loi-cadre sur les prisons… et même la création d'un secrétariat d'État chargé de la vie pénitentiaire. En plus de la construction prévue de six nouvelles prisons et la poursuite des rénovations pour les anciennes, les députés préconisent des « prisons au cœur de la ville et de dimension humaine », la mobilisation des crédits nécessaires, des projets d'établissement, la mise en place de contrôle extérieur. Alors même que le vieux discours sur la « rédemption par la prison » a été battu en brèche depuis des lustres, il revient en force dans un contexte sécuritaire généralisé : plan Vigipirate allégé mais en place, essor de la vidéosurveillance après celui des fichiers de toute sorte, apologie de la délation et règne de la couardise « cocooning » et franchouillarde, le sort inique fait aux sans-papiers, la répression judiciaire de militants du mouvement social… et bientôt le bracelet électronique, comme « alternative » à la prison.

Bracelet au poignet : fliqué en direct

Dans quelques jours 80 détenus vont quitter leur cellule avant la fin de leur peine munis de montres un peu spéciales, sortes de balises Argos qui permettent à l'administration pénitentiaire de les surveiller à distance. Ils seront les cobayes du Placement sous surveillance électronique (PSE), disposition prévue dans une loi de 1997 et appelée à se généraliser d'ici 3 à 5 ans. En Suède le bracelet électronique est institutionnalisé depuis janvier 1999 et il est proposé aux condamnés de moins de trois mois de prison : « Il faut avoir un grain pour refuser ce système » estime un suédois « bagué » qui continue à bosser, tandis que 30 % des condamnés ont préféré faire de la taule plutôt que d'être fliqué à domicile.

De fait, malgré un emploi du temps chronométré et quelques heures de sortie (boulot, formation, soins), on peut comprendre que le bracelet puisse être préféré à la taule, pour être avec ses proches notamment. En France, l'utilisation expérimentale du bracelet est limitée aux peines inférieures à un an. Il est destiné, dans l'avenir, à être aussi utilisé comme un substitut à la détention provisoire pour les auteurs de violences urbaines et la petite délinquance, à l'initiative des juges d'application des peines.

Le bracelet nécessitant une ligne téléphonique, les nombreux condamnés sans domicile fixe en seront de fait exclus. Un sous-directeur de taule nous explique que « cette mesure va de pair avec la mise en place d'un projet d'insertion ; elle s'adresse à ceux qui ont un projet personnel et la capacité de respecter un certain nombre de contraintes »… on n'est pas loin du Plan d'aide Retour à l'Emploi et de sa volonté de faire plier les chômeurs à tous les caprices du patronat !

Alors, à quand la fin de cette logique capitaliste de merde qui conduit à enfermer des milliers de prolos exclus du partage des richesses (pour la grande majorité) et qui ont eu le culot de se servir ? À quand la fin de l'indigence des rapports humains, coincés entre le fric, le nombrilisme et les préjugés religieux et sexistes, pour endiguer cette montée en puissance des condamnés pour agressions sexuelles et des condamnés tout court ? On veut nous faire croire que les bracelets sont une avancée, alors qu'ils favoriseront l'aggravation des peines et le flicage intempestif des indésirables (c'est si vite arrivée une peine de prison), pour un coût défiant toute concurrence : 90 F par jour !

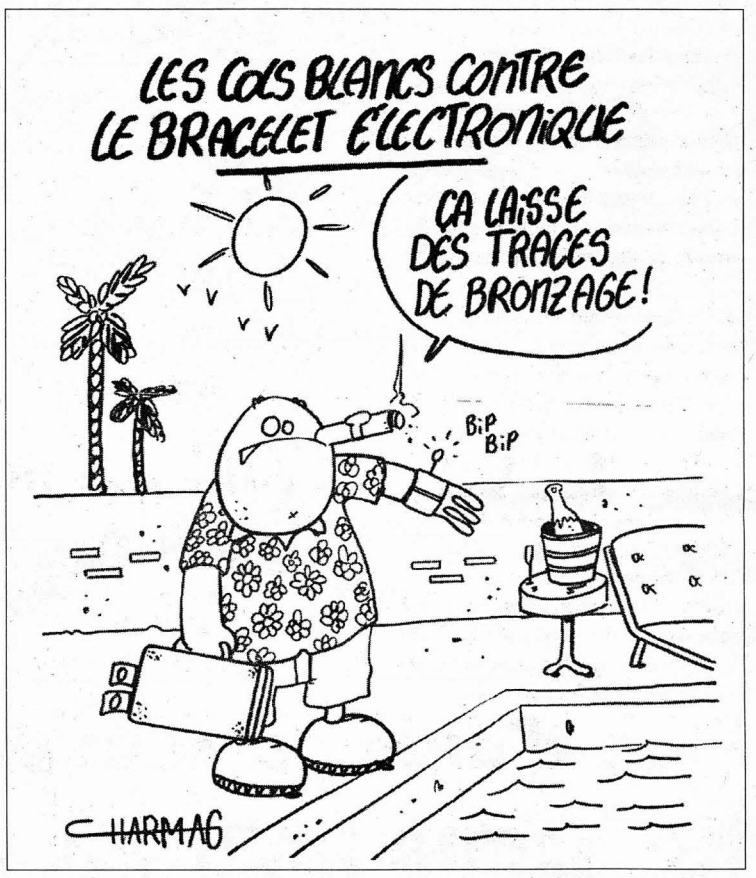
Martial. – groupe Kronstadt (Lyon)

(1) Le pouvoir d'accorder les libérations conditionnelles sera transféré en janvier prochain de la garde des Sceaux à des juges.

(2) Dans les prisons de Lyon, par exemple, il y a un surpeuplement de 56 % chez les hommes et 86 % chez les femmes.

(3) Il y a seulement 1800 travailleurs sociaux pour prendre en charge 135 000 personnes en « milieu ouvert » (sursis avec mise à l'épreuve, semi-liberté, libérations conditionnelles…).

(4) A noter que le taux est plus élevé dans les prisons construites depuis 1987, en partie gérées par des groupes privés, et épinglées pour ses locaux déshumanisés.



Après les gendarmes pyromanes… Les policiers passeurs de clandestins !

Une histoire franco-belge. Qui preterait à sourire si elle ne recouvrait pas une réalité dramatique. Celle que vivent des milliers d'êtres humains obligés de quitter leur pays pour fuir la misère, la guerre, la dictature ou les persécutions. Qui partent à la recherche d'un monde meilleur, et qui croient le trouver en venant dans nos contrées, dans la si riche et si accueillante Union européenne… Et qui échouent, et le mot correspond bien à leur situation, parce que c'est souvent ce qui arrive, dans tous les sens du terme. Ils échouent parce que nos gouvernants ont transformé l'Europe en une gigantesque forteresse fermée à tous ceux qui ne montrent pas patte blanche. Parce qu'il y a des barbelés, des postes-frontière, des contrôles, des gardiens en uniforme de tout poil. Parce que, du coup, la fonction créant l'organe, s'organisent des mafias, des réseaux de passeurs, de trafiquants de chair humaine, sans scrupule. Et au gré des bruits qui courent, certains pays, certains coins attirent les immigrés plus que d'autres. C'est le cas de l'Angleterre, qui a la cote en ce moment. Est-ce que c'est dû au sourire de Tony Blair, on en doute. Mais toujours est-il qu'il y a force candidats à la traversée de la Manche, direction Douvres, ce qui explique la multiplicité des problèmes dans les départements du Nord et du Pas de Calais, et la multiplication des contrôles à la frontière franco-belge.

Les faits

Le bourgmestre de La Panne, riante petite station balnéaire nichée en pays flamand, n'en démord pas : les 45 immigrés clandestins kosovars, albanais et turcs qui sont arrivés dans sa commune ce jeudi 21 septembre ont bien été déposés par des voitures banalisées de la police française. Nourris, hébergés pour une nuit, ils sont repartis. Et ce n'est pas une nouveauté : selon Monsieur le maire, ça durerait depuis un an. Généralement, c'est trois à cinq personnes, pas plus, mais là, 45 d'un coup ! Si on peut se réjouir que ces personnes n'aient pas été arrêtées et retenues en camps de rétention, on peut tout de même se demander ce qu'il faut en penser ? Des policiers pris de remords et émus par la détresse de ces malheureux ? En tout cas, leur sollicitude n'est pas allée jusqu'à leur filer un sandwich ou un lit… « Ça faisait peine à voir. Des femmes épuisées, des petits enfants de 3 ou 4 ans… En Belgique, on peut avoir une amende si on abandonne un chien sur le bord de la route. Alors des enfants, c'est une catastrophe ! » Ou bien doit-on suspecter nos vaillantes chaussettes à clous de fainéantise pour avoir voulu s'éviter de remplir des formulaires administratifs, et on les comprend, quand on sait combien la bureaucratie est tatillonne… On se perd en conjectures.

Le non-droit

Plus prosaïquement, c'est dans le mépris institutionnel et général envers les populations migrantes qu'il faut rechercher une explication. Pour la gente en uniforme, elles sont des zéros, des riens, des objets qu'on se refile comme une patate chaude, c'est en quelque sorte un déni de leur humanité qui est en filigrane. La comparaison de ce brave bourgmestre, aussi naïve soit-elle, n'est pas si innocente : des chiens-des enfants, le parallèle tombe juste. Si là dessus on rajoute la propension qu'ont les États, quels qu'ils soient, à passer outre à leur propre légalité, on comprend mieux qu'ils ne s'embarrassent pas de procédures, quand ça les arrange, pour virer des pouilleux qui osent venir troubler leur quiétude. On n'aura donc pas d'incident diplomatique ! La présence d'enfants n'est pas un obstacle. Au mépris des conventions internationales régissant les droits de l'enfant, l'administration française ne se gène pas pour garder en centre de rétention des mineurs, même en bas âge ! Cette affaire prouve une fois de plus que le droit des étrangers, demandeurs d'asile ou « réfugiés économiques », se réduit comme une peau de chagrin. Non-droit serait d'ailleurs plus approprié ! On remarque en passant que la civilisation progresse. Jadis, on demandait aux indésirables d'aller se faire pendre ailleurs. Maintenant, on les renvoie se faire prendre ailleurs…

Eric Gava. – groupe de Rouen

dans la toile

AC! Rhône présente de façon claire et militante ce qu'est la Couverture Maladie Universelle, ses avantages et ses limites (**http://acrhone.free.fr/revendic/urgences/cmu/cmu.htm**) ; une fiche pratique bien balancée. Toujours dans le style aide-mémoire, une série de questions-réponses sur la situation au Timor (**http://www.hrw.org/french/press/1999/timor-bck0908-fre.htm**).
Tout sur Prague : manifs, actions, infos en anglais (**http://prague.indymedia.org/**) ou en français (**http://france.indymedia.org/**). Je n'ai pas eu le temps de vérifier si les deux sites présentaient les mêmes informations, donc je vous donne les deux adresses.
Maloka est une association anarchiste dijonnaise à but non lucratif, dont les principaux objectifs sont d'organiser nombre d'activités offrant une alternative au mode de vie imposé par nos sociétés capitalistes. Ils prônent une prise de contrôle de nos vies, dans l'idée d'une société égalitaire, non basée sur les rapports d'argent et de pouvoir mais sur les réels intérêts de chacun-e. Pour en savoir plus, ils ont un site bien rempli (**http://www.chez.com/maloka/**).
Il y en a même qui créent l'art de manifester sur Internet à voir et, à l'occasion, à pratiquer (**http://members.nbci.com/toyZtech/s26/**).
Nous avons peu de choix si nous voulons éviter de transformer nos sites en pages de pub. Quelques individus férus d'internet viennent de créer un site autogéré où faire héberger nos pages (**http://lautre.net/**). C'est bien fait et très intéressant. Bon, si vous découvrez des initiatives du style de l'autrenet ou d'indymedia, n'hésitez pas à m'en faire part afin que je les répercute.
À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@minitelorama.com

Vite fait...

■ Comme les Verts et les fachos, les trotskistes et les libéraux, les communistes et les démocrates chrétiens, les chevènementistes et les souverainistes, les socialistes et les centristes, ma concierge et mon chien... Jacques Chirac est lui aussi partisan de la **démocratie participative**.

■ Des milliers de libanaises ont manifesté samedi 23 à Beyrouth pour la défense des droits des femmes et contre la discrimination sexuelle.

■ Un rapport du ministère des Finances sous-entend qu'il y aurait du blanchiment d'argent dans la principauté de Monaco.

■ Pour la sixième fois en trente ans, **les Suisses** viennent de refuser de limiter le nombre d'étrangers dans leur pays.

■ Des rassemblements pour la défense de l'UNEDIC se sont tenus un peu partout en France. D'autres vont encore sans doute se tenir dans les jours qui viennent. Tout le monde est invité à s'y rendre même quand on n'est pas chômeur-se.

■ La connerie est humaine, la police aussi. La police française a largué en douce une cinquantaine de sans-papiers en Belgique. Apparemment, ce n'est pas la première fois que ça lui arrive... Mais cette fois, elle s'est fait pincer : ces fins limiers n'ont rien trouvé de mieux que d'utiliser leurs voitures de service !

■ L'ex-avocat de Jean-Claude Méry jure ses grands dieux qu'il a filé la vidéo de son défunt client à Strauss-Khan – alors ministre des Finances – sans aucune contrepartie ; ce que DSK confirme. Le couturier Lagarfeld, autre client de notre avocat vidéaste, a bien bénéficié – à cette même époque – d'une ristourne de 50% sur son redressement fiscal. Mais c'est juste une coïncidence. Si, si.

■ L'ensemble des syndicats du rail ont appelé à une grève générale jeudi 28 septembre (grève largement suivie) pour obliger la direction de la **SNCF** à ouvrir des négociations sur les salaires.

■ Le FMI contesté répond par la matraque. Entre dix et quinze milles personnes, dont plusieurs milliers d'anarchistes ont manifesté à Prague contre le FMI et la Banque Mondiale. La police tchèque s'y est montrée particulièrement brutale. Selon la presse, plusieurs dizaines de manifestants ont dû être hospitalisés.

■ Des cambrioleurs ont dérobé six tableaux d'une valeur de 10 millions de francs dans un appartement du XVIe arrondissement parisien, une modeste demeure de 600 m au fond duquel dormaient une vieille bourgeoise de 90 ans et sa domestique. Il y a des nouvelles comme ça qui vous donne envie de dire...

... bien fait

Bonaventure, expérience d'éducation libertaire

La seule école libre... c'est l'école buissonnière !

Bonaventure, sur l'île d'Oléron en Charente-Maritime, vient de mettre en œuvre sa 8e rentrée... Onze enfants s'organisent cette année avec deux professionnels et leurs familles pour vivre au quotidien quelques grands principes éducatifs et pédagogiques libertaires... Et s'il nous a fallu quelques semaines avant de vous en informer, c'est que depuis septembre 2000, les enfants ont déjà organisé un petit séjour, que les adultes ont participé à des conférences, que le prochain congrès se prépare... et qu'il faut régler le quotidien avec une nouvelle équipe pédagogique, de nouveaux parents et des invités enfants...

L'aventure continue donc avec votre soutien depuis toutes ces années (envois de livres, de matériel,...) et votre volonté individuelle ou collective de voir vivre une expérience libertaire qui nous ouvre les portes d'un monde nouveau...

Et voilà, l'expérience en amène d'autres ! « La Musette » vient de naître entre Mèze et Marseillan sur les bords de l'étang de Thau et de la mer méditerranée. Elle rassemble enfants et adultes qui décident eux aussi d'apprendre ensemble, de construire aussi les savoirs, de faire alors que d'autres ferment les yeux... L'amusette, l'âme rebelle ou « la musette » : votre muse inspirera d'autres poètes libres et d'autres libertaires !

Autres libertaires aussi, préoccupés par l'éducation de leurs enfants, nos rapports avec le projet de « Los Arenalejos » près de Malaga, au sud de l'Espagne se concrétisent de jour en jour.

Ces échanges vivants entre réalisations libertaires (entre enfants et adultes) occupent nos journées entières sans oublier que des projets naissent pour réaliser des collèges et lycées expérimentaux au sein de l'Education nationale portés par des pédagogues du mouvement Freinet de l'ICEM, des syndicalistes de l'Ecole Emancipée, de la Confédération nationale du travail, de SUD-Education, du projet DECLIC,... voilà pour les nuits !

Les membres de Bonaventure demeurent actifs dans ces différents projets et tentent de fédérer les réalisations déjà existantes avec d'autres structures, associations ou organisations qui portent ces mêmes projets d'éducation populaire où la coopération, l'entraide, la solidarité se vivent au quotidien.

Hier, aujourd'hui ou demain...

Pour Bonaventure, les projets sont vastes. Après avoir reçu en septembre Mamadou Demba du mouvement Freinet du Sénégal qui raconta contes et légendes aux enfants, sans oublier de leur dire que chez eux, les classes frisent les 50 enfants ; nous recevrons au mois d'octobre des étudiants et formateurs du CAU d'Espagne (collectif d'éducation populaire en Catalogne) ainsi que les animatrices et animateurs de la revue anglaise « Lib Ed ». Mickael et Caroline animent cette revue sur « l'éducation libertaire » depuis de nombreuses années. Nous les avons rencontré en juillet, à la rencontre d'Arbucias (près de Barcelone) organisée par les « Des-Edukando » (se des-éduquer pour réapprendre). Cette rencontre a rassemblé près d'une centaine d'enfants et d'adultes lors d'ateliers de discussions qui présentaient une dizaine de projets d'éducation et de formation pour enfants et adultes, animés par des libertaires...

Bernard Leboeuf – Bonaventure

Des informations suivront sur les projets nouveaux et les rencontres de cet été dans *le Monde libertaire* et dans le bulletin de Bonaventure « le Grain de CEL » – pour les membres).

Merci a celles et ceux qui continuent à nous soutenir pour la souscription « un camion pour Bonaventure ». Aujourd'hui 21 000 francs ont été réunis sur 35 000 engagés. (chèques à l'ordre de bonaventure). Bonaventure, 35 allée de l'Angle, Chaucre, 17190 Saint-Georges d'Oléron. Merci

Ardèche : projet de retraitement des déchets toxiques

Nos campagnes ne sont pas des poubelles !

Samedi 23 septembre s'est déroulée une manifestation, regroupant environ 500 personnes (ce qui est plus que correct vu la population du canton), à Saint-André en Vivarais, en haute-Ardèche à la limite de la Haute-Loire.

Dans ce coin de France très rural et à la population vieillissante, deux entreprises privées, filiales de la SAUR (Bouygues), ont senti l'endroit tranquille pour faire leurs petites affaires.

L'accord de la municipalité a été vite obtenu après avoir fait miroiter une dizaine d'emplois, sans aucune information ou concertation d'où la colère de la population.

Ces petites affaires se composent en fait de deux sites, une première usine destinée à traiter par pyrolyse les poteaux réformés de France Télécom (vous savez, la boîte que la gauche plurielle ne devait pas privatiser) de tout le sud de la France. Ces poteaux de couleur verdâtre sont traités, pour retarder leur pourrissement, avec un produit contenant de l'arsenic, du cuivre et du chrome. Cette usine sera expérimentale

L'autre usine doit traiter par compostage les boues de station d'épuration trop chargées en métaux lourds (plomb, mercure, fer, etc.) pour être répandues dans les champs. Elle devra aussi traiter de la terre souillée d'hydrocarbure. Ces boues proviendront d'une partie de la région Rhône-Alpes et peut être aussi d'une partie de la Haute-Loire.

Ces usines posent deux problèmes différents. Il faut savoir que derrière le terme «pyrolyse» se cache une bonne vieille méthode pour faire disparaître quelque chose d'encombrant : on le brûle dans de grandes chaudières appelées incinérateurs. Le problème posé par les incinérateurs est simple : en application du principe rien ne se crée, tout se transforme, une bonne partie des saloperies présentes dans le combustible se retrouve dans la fumée et n'est pas toute piégée par les filtres installés (quand il y en a et qu'ils marchent). Pour agrémenter un peu plus, d'autres saloperies se crèent telles les célèbres dioxynes, reconnues comme cancérigènes par l'OMS.

Bref, tout cela se retrouve dans l'atmosphère et retombe avec la pluie. Très peu d'incinérateurs, même d'ordures ménagères, respectent les normes limitant les rejets atmosphériques.

Quant à l'autre usine de compostage, il y a des risques d'infiltration dans les nappes phréatiques et ce village se situe sur la ligne de partage des eaux Rhône-Loire. Le problème dépasse donc largement le cadre local.

Un troisième problème se pose, celui du ravitaillement de ces usines. Il ne pourra se faire qu'en camion, il n'y a pas de ligne SNCF dans le coin. Il y aura pollution et aussi danger pour la circulation sur ces petites routes sinueuses à la forte pente.

Le problème des déchets se pose et se posera partout car il faut bien que quelqu'un les récupère quelque part. Mais soumettre le recyclage à des impératifs de rendement ne peut que mener à l'impasse.

C'est toute l'organisation du système de production, de distribution et de traitement des déchets qu'il faudrait revoir pour garantir une préservation de l'environnement.

Rémi. – groupe Kronstadt (Lyon)

chronique anarcha-féministe

A l'Ouest, rien de nouveau !

En avril dernier, l'édition roumaine de *Play Boy* titrait : « Comment frapper sa femme sans laisser de trace ». S'y trouvait les méthodes policières universelles à l'œuvre dans tout bon commissariat qui se respecte.

Heureusement, de ce côté-ci de l'ex-mur, *Play Boy* est de plus en plus supplanté par de nouveaux magazines.

Dans ces derniers, on prétend que les hommes ont changé (comme ça, tout seul), qu'un « Nouvel » homme est né...

Le « Nouvel » homme fait la cuisine, s'occupent des enfants, s'intéresse à sa santé et fait attention à sa « partenaire sexuelle » (c'est comme ça qui disent...) sinon elle se barre (c'est comme ça qui disent aussi...).

Le nouvel homme fait attention à sa partenaire sans perdre de vue sa santé. Dans un magazine masculin du mois dernier, sous le titre « Chérie, un p'tit coup de gym ? », on pouvait trouver des conseils de positions sexuelles permettant de se muscler.

Le tout décrit comme une séance d'entraînement. Avec changement de coté pour pas risquer une hypertrophie du fessier gauche...

Et miracle !

Toutes ces positions sont particulièrement apte à faire jouir la partenaire sexuelle.

La nouvelle nature masculine est bien faite...

Je m'disais aussi, si y'avait eu la révolution, j'l'aurais su quand même...

Annie

Bolivie : un volcan social

La misère grandissante en Bolivie amene une accentuation de la lutte des classes et une généralisation de l'action directe des travailleurs dans les villes et dans les zones rurales notamment pour en finir avec le gouvernement fascistoïde de Banzer. Celui-ci, malgré les apparences, semble bien avoir perdu le contrôle de la situation. Le climat est de plus en plus tendu depuis le mois d'avril puisque des grèves éclatent ici ou là, à tel point que le 21 septembre, le gouvernement a fait intervenir la police et l'armée afin de dégager des routes coupées par les manifestants. Les forces armées dégagent pierres, arbres et divers objets qui constituent autant de dizaines de barrages dressés dans tout le pays par les divers secteurs de la population qui revendiquent des droits : enseignants, étudiants, médecins, paysans, producteurs de feuilles de coca, etc. Ces derniers ont fait face à des affrontements graves avec les forces gouvernementales dans la vallée du Cochabamba. Ces incidents ont occasionné des dizaines de blessés, six morts et 4 disparus, les militaires tirant à balle réelle sur des manifestants sans armes. Il faut rappeler que ces producteurs réclament la fin de l'éradication de leur seule source de revenu (la feuille de coca), l'annulation de la construction de bâtiments militaires dans leur région, une modification de la réforme agraire et l'annulation définitive d'une loi qui vise la privatisation de l'eau. La Coordination pour la défense de l'eau a totalement paralysé la ville de Cochabamba avec des barricades. Pour exprimer leurs revendications, les paysans, combatifs, tenaient aussi divers barrages de la route Cochabamba-Santa Cruz notamment au kilomètre 160 (Villa Tunari) et 185 (Shinahota). Et ce sont ces barrages, qui ne cessent de se multiplier depuis, qui ont été le théâtre des plus graves incidents avec l'armée. De nombreux témoins ont ainsi dénoncé l'usage d'armes de guerre par les forces répressives envoyées depuis Cristal Mayu et qui comptaient 800 militaires et 200 hommes de la Police nationale. De son coté, la Plate-forme permanente pour les droits de l'homme confirme bien la nature meurtrière et sauvage des incidents et demande la démission du préfet de Cochabamba pour son implication et le retrait de toutes les forces armées de la zone productrice de feuilles de coca.

Un mouvement généralisé de protestation et de revendication

Dans trois autres départements comme celui d'Oruro, régions les plus peuplées et les plus productives de ces zones agricoles, des barrages ont été dressés. La militarisation de ces axes de communications a été décrétée mais le contrôle en échappe toujours au gouvernement. De fait, il n'y a presque plus d'échanges routiers dans le pays. C'est maintenant la pénurie de denrées alimentaires qui guettent les villes bloquées par les protestataires. À travers la Chambre nationale du commerce, les entrepreneurs se font menaçants en dénonçant les « signaux d'absence de gouvernement ».

Dans le département de Santa Cruz, paysans et travailleurs ont occupé cinq champs pétroliers de Enron-Shell et de Exxon. De leur coté, les Indiens Yuracare qui veulent empêcher l'annexion de leurs terres par des multinationales, sont eux aussi entrés en lutte.

Les enseignants, qui demandent une augmentation de leurs salaires, sont durement réprimés à chacune de leur manifestation et sont licenciés pour être remplacés à la va-vite. Les étudiants en lutte, solidaires des enseignants, donnent de la voix à Santa Cruz, La Paz, Alto et Sucre. Dans cette ville, les camionneurs ont bloqué la ville avec les camions pour dénoncer, en accord avec les étudiants et les travailleurs, l'accord visant à privatiser la principale usine de la région. Le siège de la ville de La Paz par les paysans est en cours selon la Confédération syndicale unique des travailleurs paysans. La plupart des axes de communication sont aux mains des paysans.

Ailleurs, à la mi-septembre, des juges corrompus ont été séquestrés ; le 21 septembre, des banques ont dû fermer leurs portes sous les assauts de manifestants qui jetaient des pierres sur ces cathédrales de l'argent.

La répression radicalise le mécontentement populaire

Le gouvernement fait donc face à une fronde radicale et généralisée du peuple bolivien et a appris à ses dépens que la répression radicalise les positions et le mécontentement populaire. Les Jeunesses libertaires de Bolivie dénoncent la préparation d'un plan gouvernemental répressif et sélectif, visant les plus courageux des protestataires. D'ailleurs, des arrestations ont commencé : Wilma Plata, une syndicaliste a été arrêtée le 26 septembre pendant que d'autres dirigeants entraient dans la clandestinité pour échapper à la répression. Et la principale centrale syndicale du pays, la Centrale ouvrière bolivienne (COB), vient de décréter la grève générale pendant 30 jours. Dans divers endroits, la base dépasse les mots d'ordre syndicaux de façon spectaculaire : la voiture du dirigeant syndical agricole Santos a été brûlée par des paysans en colère, les salariés d'une usine de ciment de la ville de Sucre sont entrés dans une grève illimitée et ont occupé l'aéroport de la ville. D'autres secteurs de la société bolivienne décrètent à leur tour, dans diverses villes, des grèves. Le contexte difficile a amené le ministre de l'Économie bolivien à renoncer à sa participation au sommet du FMI de Prague, alors que divers groupes dont des anarchistes participaient, eux, à une mobilisation internationale le 26 septembre, contre le FMI. Les forces armées ont assuré le président Banzer de leur soutien et différents organismes de défense des droits de l'homme ont dénoncé l'état de siège dans lequel se trouve plongé le pays.

Nos camarades des Jeunesses libertaires boliviennes réclament l'autogestion ouvrière des entreprises du pays, la liberté de culture et de commerce de la feuille de coca, la terre à ceux qui la travaillent, la fin de la privatisation de l'eau, le droit à l'éducation, la santé et au travail, et l'abolition de la propriété privée. Et surtout, demandent à ce que l'on soit attentifs à la situation pour pouvoir apporter, si nécessaire, toute la solidarité internationale que mériterait l'aggravation d'une situation déjà difficile.

Relations Internationales de la F.A.

Sources : Communiqués des Jeunesses libertaires, Nuevaradio intercontinental et du journal bolivien « La Protesta ».

Antifascisme et censure sur Internet

Ces derniers temps et parallelement à une loi de l'Etat Français interdisant l'anonymat de publication sur Internet (1), on a assisté à une déferlante d'actions en justice de la part d'associations antifascistes. La LICRA, l'UEJF (Union des étudiants juifs de France), le MRAP, largement relayés par les médias commerciaux, se sont attaquées à un des symboles de l'Internet : Yahoo ! Cette start-up multinationale (services dans les 23 langues les plus rentables), pionnière du réseau, est un des sites les plus consultés du monde.

Le différent avec les associations porte sur la vente aux enchères d'objets du troisième Reich à des « collectionneurs ». (On notera aussi la puante catégorie «Fierté Blanche» du moteur de recherche Yahoo ! américain...). LICRA et UEJF sont ainsi allées au tribunal de grande instance de Paris attaquer Yahoo ! France et ont obtenu... que Yahoo ! prenne des mesures pour « rendre impossible » l'accès des internautes français à ses enchères en ligne qui proposent des objets nazis... Ainsi Yahoo ! suit chaque législation nationale à la lettre, elle bannit les sites nazis de son site Français, les référence largement sur son site américain, bannit les mauvais sites (politiques non officiels) des versions chinoises, singapouriennes et autres... dans la plus parfaite des collaborations avec les Etats et les polices quel que soit le contenu philosophique des législations (2)...

Surfer sans Big Brother

Seulement Internet, de par sa structure, n'admet pas (pas encore) de frontières, et pas de règles de tri des contenus en fonction des usager-e-s ; à part dans les dictatures comme la Chine, les Émirats etc. où le contenu est filtré directement depuis les points d'accès au réseau, n'importe qui payant son accès Internet a liberté de surfer où bon lui semble...

Les associations anti-nazies ont donc choisi de lutter par la voie légale (i.e. étatique) contre cette commercialisation d'emblèmes nazis et participent de ce fait le plus activement du monde à la cabale actuelle des médias des multinationales pour légiférer l'Internet, placer des frontières électroniques et des filtres d'accès garantissant notre « intégrité morale ». La méthode, et tout simplement le terrain d'action choisi par ces associations pose question, quelques milliers de taré-e-s achetant quelques milliers de swastikas, de « croix de malte en argent avec tête de mort SS garantie d'époque » valent-ils de manger dans la main des polices et des médias commerciaux ? Aussi fort soit le symbole et respectable la mémoire de ce génocide, cela vaut-il le coup de mettre en balance la liberté contemporaine de surfer sans Big Brother qui surveille ? (3)

Le fascisme se nourrit des symboles et appartenances viriles mais aussi des frontières, des « filtres moraux », culturels, et de la puissance des structures d'Etat.

Sortir de la fragmentation des luttes

Il est bien évident que laisser du champ aux nazis est horriblement frustrant (pour le moins) mais il faut refuser la censure parce qu'il n'y a aucun moyen de définir où celle-ci doit commencer et s'arrêter... et il ne s'agit pas là de collaboration avec nazis, pédophiles, mafias, les dommages que ces porcs peuvent provoquer ne tiennent pas de l'affichage sur Internet mais sont bien concrets, sur le terrain...

C'est là qu'il nous faut agir ; pour cela Internet est aussi un outil, et le problème du recours à l'Etat se pose alors tout différemment. (4)

Plus que jamais il faut défendre la non fragmentation des luttes. L'antifascisme qui renforce une censure pour en éviter une autre renforce un pouvoir pour en combattre un autre...

Plus que jamais nous devons réagir contre la « gauche » (disons du *Nouvel obs* au réseau Voltaire et *Libération*) qui assez unanimement soutient sans conditions ni critiques ces associations et leurs choix dans les moyens d'action...

Plus que jamais nous devons refuser la marchandisation des services publics de télécommunications (5), l'inégalité d'accès au réseau, la loi de l'argent dictant le développement de ce média.

Au-delà de la bonne conscience et ses combats de principe, lutter contre nazis, mafias et crimes sexuels c'est surtout lutter contre la marchandisation, la misère, les Etats, frontières et ordres moraux en tous genres...

Yvan. – groupe de Nantes

(1) Amendements « Bloche » (43-6-4) de la loi sur la liberté de communication. http://lantre.org/vospapiers/pour tous renseignements

(2) Voir lettre ouverte n°20 du réseau Voltaire sur la politique de Yahoo !, les moyens de boycotter cette société ainsi que l'interview de Jerry Yang dans *Libération* 16 juin 2000.

(3) http://security.tao.ca/pour des infos sur le moyen de surfer sans être trop surveillé (e).

(4) http://www.bouclier.org les moyens de l'assoc. ne sont pas révolutionnaires, voire discutables, mais son expérience avec « la justice » en France et ailleurs est intéressante.

(5) http://lautre.net est une tentative récente et sympathique d'auto-organisation sur le net.

Siné passe à la question

Siné, anarchiste et provocateur sévissant depuis l'après-guerre dans diverses publications (*Charlie Hebdo* notamment depuis quelques années) a déjà fait paraître 4 volumes de sa biographie en bande dessinée. À l'occasion de la sortie du dernier en date, « Corvée de chiotte ! », nous l'avons rencontré.

ML : « Corvée de chiottes ! » décrit la bêtise militaire, votre antimilitarisme date-t-il de votre service ?

Siné : Non, c'était un acquis familial : mon père a fait 5 ans de bagne et 5 ans de casse-pipe. À la maison j'ai été bercé par la haine des militaires, des flics et des curés. Il était contre toute organisation, y compris syndicale ! Pendant les grèves de 36, il s'était déjà bien fait avoir. Il était ferronnier et s'était mis en grève, mais c'est le seul qui s'est fait virer de l'usine : le syndicat avait oublié de le prévenir de la fin de la grève ! Il en est resté amer !

ML : Durant votre passage à l'armée, les idées anarchistes semblent pour vous, être un refuge face à la connerie militaire. Vous étiez très politisé ?

Siné : Pas plus que ça ! Ça relevait de l'instinctif. J'avais lu les auteurs anars qui m'étaient tombés sous la main comme Darien ou Jacob. Mais, j'admirais plus la bande à Bonnot. D'ailleurs, je n'ai pas vraiment changé !

ML : Vous racontez, que votre beau-père se sentait pousser des boutons quand il entendait le mot anarchiste. Que pensez-vous, du mouvement libertaire ?

Siné : Il y a eu de vraies engueulades avec mon beau-père, c'était un vrai communiste, il croyait aux Kiboutzins, à un État d'Israël communiste, comme je soutenais le combat du peuple palestinien, je vous laisse imaginer la chaleur des échanges ! Aujourd'hui, je reçois AL (France), je leur ai fait des dessins. Je sais que ce n'est pas votre tendance. Ça fait des années que je n'ai pas lu le ML. Par contre, quand je vois des drapeaux noirs dans les rues, ça me fait toujours chaud au cœur !

ML : L'armée vous a inspiré dans vos débuts de dessinateur humoriste. Trouve-t-on vos premiers dessins refusés par les journaux grand public ?

Siné : Le recueil « Complainte sans paroles » est épuisé et introuvable. Mais, je peux vous faire des copies si vous voulez le rééditer. Le recueil parlait aussi du suicide et des curés. Après, j'ai beaucoup dessiné sur l'antimilitarisme, pendant la guerre d'Indochine et la guerre d'Algérie.

ML : Une question me turlupine... vous abordez plusieurs fois l'homosexualité dans l'album. Votre ami du Jazz-Band, puis le Colonel dégradé qui a pour livre de chevet « Notre-Dame des Fleurs » de Jean Genet. Il vous a à la bonne et vous aide dans une passe difficile. Ces personnages sont très insistants mais très sympathiques. Alors pourquoi écrivez-vous plus loin :

Siné : j'étais heureux (...) que ma femme m'ait pondu une fille plutôt qu'un lascar qui aurait dû, un jour, lui aussi, se cogner l'armée ou aurait pu devenir pédé.

ML : Qu'entendez-vous par là, Que l'armée fait les pédés ou que vous n'auriez pas aimé avoir un fils homosexuel ?

Siné : Vous n'êtes pas le premier, à me faire la remarque. J'ai reçu beaucoup de courrier à ce sujet. Ma femme m'a engueulé au moins trois fois pour cette phrase et je ne vous parle pas de ma fille qui me corrige ! J'ai l'ai écrite par pure provocation. Tout simplement, parce que c'était des mots qu'on entendait tous les jours à cette époque. Je me fous qu'on me traite d'homophobe, on m'a déjà traité d'antisémite, alors... Quand je vois passer la Gaypride qui revendique la fierté homosexuelle, je trouve ça aussi con que de revendiquer la fierté hétorosexuelle, par exemple ! Ce qui ne m'a pas empêché de dessiner pour GayPied.

J'ai lu Jean Genet grâce au colonel défroqué, puis j'ai eu la chance de faire partie de ses amis, je raconte tout ça dans mon prochain album. Nous avons été très proches, nous soutenions tous les deux le combat du peuple palestinien. Je l'ai vu à New-York, quand il adaptait sa pièce « Blacks ». Il fréquentait beaucoup les Panthères Noires. Nous admirions les noirs, jusqu'à penser qu'ils étaient... la race supérieure ! Je ne suis plus à une provocation près !

Son plus beau compliment a été « Un jour, tu verras, Brassens ou Ferré auront la légion d'honneur. Mais toi, je peux te garantir qu'ils ne te la donneront jamais, même à titre posthume ! »

ML : Pouvez vous nous reparler de cette affaire d'antisémitisme ?

Siné : Ça ne me dérange pas, je n'ai rien à cacher. C'était pendant une émission de radio. On avait descendu une bouteille de whisky avant la fin de l'émission. J'étais un peu chaud, mauvaise blague, j'ai dit « L'attentat qui a eu lieu chez Goldenberg, on s'en fout, dans son restau on bouffait mal ». Simple connerie, encore une provocation. Je connaissais très bien le patron et que j'y venais souvent. Mais, le président de la LICRA entre autres, m'a intenté un procès. J'ai été condamné à 20 000 francs de dommages et intérêts. Et j'ai dû envoyer une lettre d'excuse dans *Le Monde*. Je l'ai fait et mes accusateurs l'ont trouvé bouleversant.

J'ai souvent été traité d'antisémite à cause de mon engagement pour les Palestiniens, vieille habitude de mélanger antisémitisme et antisionnisme. La différence me paraît très marquée !

ML : Vous étiez un mauvais sujet pour les militaires, ils vous en ont fait baver. Néanmoins, on a l'impression que votre passage chez eux reste un bon souvenir. La taule, l'insoumission. Pensez-vous que vos rapports avec l'autorité auraient été plus violents à une autre époque que celle de ces années d'après-guerre ?

Siné : Bien sûr ! En d'autres circonstances, par exemple au moment de la guerre d'Algérie, j'aurais été beaucoup plus radical, je n'aurais pas hésité une seconde à déserter ! Pour en revenir à Jean Genet, vous savez pourquoi il a refusé de signer l'appel des 121 ? Parce qu'il le trouvait « trop mal écrit ! »

ML : Viendriez-vous à un débat à la librairie du Monde libertaire à la rentrée ?

Siné : Bien sûr, je serais content. Je serais de retour à Paris pour la cérémonie du Chevallier de la Barre à laquelle j'ai été invité. Alors, plutôt à ce moment là ?

Patrick Schindler et Marie Athée. – Claaaaaash

copinage

Le groupe anarcho-punk « René Binamé » passe dans le cadre des journées de résistance à l'Espace autogéré des Tanneries (13-15-17 Bd de Chicago) le 7 octobre à Dijon. Infos : 03-80.66.64.81 ou 06-11.29.74.06 ou tanneries@free.fr.

Le Gogol Experience Theater of Péruwelz présente **Mon coq est mort, on est pas dans la merde**. Le nouveau spectacle du Gogol Experience Theater sera les 13, 14, 15, 20, 21 et 22 octobre 2000 au Théâtre Le café à Bruxelles (158 rue de la Victoire, 1060 Saint-Gilles) à 20h30. Réservation au 02/538 75 24 ou 0476/67 39 85.

Serge Utgé-Royo (accompagné de Philippe Leygnac) chantera le 7 octobre à 21 heures à la Tisanerie, 5-7 rue des Troënes à Saint-Nazaire. Places : 80 F (chômeurs : 40 F). Réservations : 01 40 21 37 77.

Ça peut sembler incroyable, inconcevable, surréaliste, dément, incongru, impensable, impossible... et pourtant c'est un fait. Une réalité. Un cauchemar en chair et en os. Bien vivant. En l'an 2000, en effet, à l'heure du triomphe de la science et de la technologie, d'Internet, des progrès de la médecine, des guerres « propres », de la conquête de l'espace, de la construction européenne, et de la gauche plurielle, il est encore des millions, des centaines de millions et même des milliards d'individu-e-s qui croient que...

Bref, au jour d'aujourd'hui les croyances religieuses, quelle qu'elles soient, continuent, à force de bondieuseries, de niaiseries, d'irrationnel, d'obscurantisme, de sadisme et de masochisme, d'insulter l'intelligence. « L'éternel » humain et sa peur de la mort expliquent cela. Ce besoin de dope pour... « L'éternel » humain et sa rage de vivre fondent également l'insolence libertaire de cette brochure qui entend s'affranchir de l'opium religieux et combattre sans merci ses dealers.

Éditions du *Monde Libertaire* - Éditions *Alternative Libertaire*.
48 pages. 20 F. En vente à la librairie du *Monde libertaire*.

LECTURE

L'événement
Annie Ernaux

Annie Ernaux a la plume féminine et parle de ses consœurs beaucoup mieux que ne le ferait n'importe quel essai ou traité d'analyse sur la condition de la femme dans ce siècle. Dans ses œuvres, point d'esclandres, de revendications grondantes. Elle monte sur des barricades, les siennes, et à travers ses victoires et ses déconvenues personnelles, elle apporte le petit grain de sable qui enraye la belle machine, la petite pierre qui tranche dans le vif, l'événement qui serre la gorge des bien-pensants (ceux de la classe « légitime » comme elle se plaît à le dire). Car Annie Ernaux est une transfuge de classe. Elle ne s'en cache pas mais ne se prive pas davantage pour révéler les bassesses et les mesquineries dont chaque bord se fait un régal. Flotter ainsi entre deux mondes, n'être pas totalement coupée du milieu d'origine populaire mais demeurer une étrangère pour celui qu'elle accoste après des études qui la mèneront à l'agrégation. Annie Ernaux dit tout, se livre et livre son univers avec cette pudeur naturelle et cependant réaliste. Ses onze romans s'emboîtent les uns dans les autres et ne déçoivent jamais car empreints de vie et de réflexion. Elle vient de faire paraître chez Gallimard ses deux derniers textes : « La Vie Extérieure » (espèce de second « Journal du Dehors ») et « L'Événement » où elle raconte son avortement clandestin au début des années soixante. « J'ai fini de mettre en mots ce qui m'apparaît comme une expérience humaine totale, de la vie et de la mort, du temps, de la morale et de l'interdit, de la loi, une expérience vécue d'un bout à l'autre au travers du corps ». Se fracasser le cœur et le corps aux récifs des lois iniques, affronter les tempêtes des morales réductrices, braver l'interdit pour sauver sa vie et naître enfin d'une négation, telle est la littérature d'Annie Ernaux qui notait dans son « Journal du Dehors » : « Sur les murs de la salle où un professeur explique Proust, à la fac de Nanterre : Jouir sans entraves, Sexualité libre, Amour libre, Imposons l'égalité économique ».

Martine. – liaison Bas-Rhin

L'événement. Annie Ernaux, Gallimard, février 2000.

Journée d'expression libertaire
La fête des mécréants

Comme annoncé dans le dernier Monde libertaire, les groupes de la Fédération anarchiste de Montpellier ont organisé ce dimanche 24 une journée d'expression libertaire dans le cadre de la campagne fédérale contre le Jubilé de l'Église catholique. Près de deux cents personnes sont venus échanger, débattre tout au long de cette journée. Un stand permanent de débaptisation a permis d'informer les gens sur les démarches à accomplir pour ne plus figurer dans les registres et de n'être donc plus comptabilisés dans les catholiques pratiquants.

Les deux débats de cette journée, qui ont réunis chacun près d'une quarantaine de personnes, ont permis d'aborder le lien entre les Eglises et les pouvoirs. Les autorités religieuses ne sont jamais du côté de la classe dominée, même si c'est là où elle récolte en promettant un avenir forcement meilleur si l'on accepte avec résignation sa condition présente. C'était précisément le sens des paroles du représentant de l'Église catholique invité par le Dalaï Lama en visite dans le Languedoc soutenant que l'œcuménisme avait pour but d'assurer la paix sociale. Les anarchistes refusent ce fatalisme car il n'a pour but que d'asseoir la place des dominants en évitant toute contestation.

Dans le débat « Femmes et religions », nous avons pu voir comment là aussi l'Église perpétue une domination dans ses textes et dans ses pratiques. Les commandos anti-IVG poursuivent leur « croisade », les associations familialistes savent se retrouver nombreux lors de manifestations réactionnaires comme celle que nous avons pu voir sur le PACS... Qui d'ailleurs ne se souvient pas d'une députée brandissant sa bible comme argumentaire à l'Assemblée nationale?

Le nombre de personnes présents à cette journée montre que certains, et pas seulement des libertaires ont eu envie d'en savoir plus, de débattre. C'est pour nous une réussite et nous continuerons à défendre une société sans Dieu ni Maître.

Audrey. – groupe « Un Autre Futur » (Montpellier)

LILLE

Un squat fermé, un squat rouvert !

Olivier, militant de longue date du mouvement squatteur sur Lille, s'est présenté devant le tribunal correctionnel de Lille mercredi 27 septembre (cf notre édition du 14 septembre). Rappelons brièvement qu'il est mis en examen pour violence volontaire à agent de la force publique et outrage et menace envers un huissier, celui présent sur les lieux de l'expulsion du squat de la rue Paul-Lafargue à Lille le 23 mai dernier. Violences et outrages que récuse Olivier, témoignages à l'appui.

Disons-le tout de suite, le procès est reporté au 20 décembre à 8h30, l'avocate d'Olivier ne s'étant pas présentée à l'audience. Mais c'était tout de même une soixantaine de personnes qui ont accompagné ce dernier lors d'un petit déjeuner en plein air devant les marches du Palais de Justice ce matin-là.

La semaine a d'ailleurs été ponctuée de manifestations de soutien variées. Plus de 500 personnes ont assisté au concert organisé par le R.A.S.S.A.D.J. (1), le Comité anti-Expulsion de Villeneuve d'Ascq (qui s'occupe de droit au logement) (2) et la Maison des Droits de l'Homme de Villeneuve d'Ascq le samedi 23 septembre.

Le groupe F.A. de la métropole lilloise organisait quant à lui un débat sur la criminalisation du mouvement social le dimanche 24 au Centre culturel libertaire. Débat où nous avons abordé le nombre croissant de procès qui touche des militant-e-s du mouvement social, mais aussi la situation des squats sur Lille.

Nous nous sommes aussi interrogé-e-s sur l'évolution de la situation politique à Lille, et les risques qu'elle impliquait pour nous. Ce qui s'est passé à la braderie de Lille est en effet significatif de la nervosité de la municipalité à l'approche des municipales.

Trois camarades, sur la quinzaine de militant-e-s de la cause des sans-papiers qui avaient osé interpeller Martine Aubry en public, s'étaient retrouvés au poste de police pour un contrôle d'identité de quelques heures. L'année s'annonce difficile pour nous et pour les sans-papiers...

Concert également au Centre culturel libertaire le soir même et resto/vidéos/débat le mardi 26 au squat les ImposteurEs. Mais le plus spectaculaire aura été la réouverture du Teepee, mercredi 27, soir du procès. Après une manifestation d'environ cent à cent cinquante personnes, le cortège s'est dirigé vers ce squat fermé il y a plus de trois ans par la municipalité, sous prétexte qu'il devait être rasé. Trois ans après, le Teepee est toujours debout et intact. Il a donc été réouvert par les squatteur-se-s ce soir-là, pour un concert des René Binamé, de Gotham City et de Toxic Waste.

Reste que la mobilisation n'est pas finie. Prochain rendez-vous sur Lille : mardi 10 octobre, pour une soirée vidéo/débat/resto/concert au cinéma l'Univers, rue Danton à Lille, en soutien à Stéphane, militant du Centre culturel libertaire interpellé lors d'une manifestation de soutien aux sans papiers en juin dernier.

Bertrand Dekoninck. – groupe de la Métropole lilloise de La F.A.

(1) Réseau d'associations (essentiellement d'insertion) dont l'objet est de faciliter l'accès à la justice pour celles et ceux qui n'en ont pas les moyens.

(2) Patrice Bardet et Christine Eme, membres du Comité, étaient passés en procès il y a quelques années pour des faits similaires.

BELGIQUE

Résistance contre les centres de rétention

Le Collectif de résistance aux Centres pour étrangers (CRACPE), depuis 1997, regroupe des associations et des individus qui se mobilisent pour la suppression du centre fermé de Vottem. Le Collectif s'oppose au principe même des centres fermés pour étrangers et des rapatriements forcés qui sont la négation des droits humains élémentaires. Ils portent en eux les germes de la violence et de la mort.

Pour parvenir à ces objectifs, nous voulons combiner une action concrète au quotidien, avec une lutte politique plus globale.

Notre action au quotidien comporte entre autres:

- une permanence téléphonique quotidienne ouverte aux détenus
- une présence devant le centre fermé de Vottem chaque mercredi et samedi de 16 à 17 h qui permet d'assurer le contact et la solidarité avec les détenu-e-s
- un réseau de parrainage des détenus qui le souhaitent

Au-delà des actions concrètes, nous sommes conscients que les centres fermés et les expulsions font partie d'une politique globale envers les personnes étrangères. C'est pourquoi nous nous battons aussi pour un changement de politique tant au niveau belge qu'européen. D'où la nécessité d'organiser des manifestations, et de construire un mouvement de Résistance national et européen. Rejoignez-nous dans ce combat difficile nais juste!

Non aux centres fermés - Non aux expulsions
Pour une nouvelle politique de l'immigration respectueuse des droits humains
Régularisation de tous les Sans-papiers

Collectif de Résistance aux Centres pour Etrangers
B.P. 165 4020 Liège 2

Gardarem l'utopie !

à Bieuzy-les-Eaux (près de Pontivy)

Rencontres « Liber Terre » sur le thème Gardarem l'utopie !

samedi 14 octobre

A partir de 14 heures, des interventions sur Thomas Moore, Utopie et réalité, Actualité de Fourier, Bretagne et utopie, Emile Masson, et un « souper aux îles Bienheureuses » à partir de 19 h 30 (réserver au 02 97 27 76 98).

dimanche 15 octobre

Suite des rencontres « Liber Terre » sur le thème Gardarem l'utopie ! A partir de 10 h 30 : Godin chauffe l'utopie, Utopie et anarchisme et table ronde. Participation aux deux journées + repas : 100 F (une journée : 30 F ; repas : 60 F).

A G E N D A

vendredi 6 octobre

ROMANECHE-THORINS (71) : Le groupe La vache noire de la F.A. et le studio « D K P » vous proposent une **soirée spectacle** avec Jo Staline (chanson anar), Le Ptit bal (chanson française) et Mister orange (chanson décalée). Table de presse et bonne humeur garantie. A 21 heures, au studio DKP (40 F). Contact : 03 85 35 24 77.

samedi 7 octobre

LYON : Manifestation **contre la vidéosurveillance** à l'appel du Collectif lyonnais contre la vidéosurveillance à 14 h 30 place Carnot (2e).

mardi 10 octobre

LILLE : Soirée de soutien à Stéphane **contre la criminalisation du mouvement social** à partir de 18 heures à l'Univers, 16-18 rue Danton (M° porte de Valenciennes). Repas végétarien et projection du film « La lutte des sans-papiers sur Lille».

LIEGE : Manifestation de **solidarité avec les détenu-e-s** du centre fermé de Vottem à 18 heures, Esplanade de la Citadelle.

vendredi 13 octobre

PARIS : Le groupe de la Villette de la F.A. organise un pot de rentrée à 20 h 30 à l'Usine (102, Bd de la Villette, 19e, M° Colonel Fabien).

samedi 14 octobre

BRUXELLES : Marche mondiale des femmes de l'an 2000. Programme : 10 h : accueil au Parc du Cinquantenaire ; 19 h-3 h du mat : Festival de musique de femmes. La Coordination Française pour la Marche mondiale des Femmes organise un train spécial Paris-Bruxelles. Il partira vers 8 h 30 et rentrera vers 22 heures gare du Nord. Le prix Aller et Retour est de 250 F (chèques à l'ordre de la Coordination et à son adresse : 104 rue des Couronnes 75020 Paris).

LILLE : La CNT fait la **fête au centre social** « Mosaïque » (95, rue du Long pot). A 16 h : spectacle théâtral ; à 19 h : apéro ; à 20 h 30 : couscous (60 F, réservation : CNT, 1 rue Broca, 59800 Lille) ; musique à partir de 22 heures (entrée libre).

LYON : Les groupes de l'union locale de la F.A. vous invitent à partager un verre lors du pot de rentrée de la librairie La Plume Noire (19, rue Pierre Blanc, 1er, Bus 6, arrêt Jardin des plantes), à partir de 17 heures.

dimanche 15 octobre

PARIS : La librairie du *Monde libertaire* participe à la fête du livre. A partir de 13 heures : Vania (chansons et orgue de barbarie) 13 h 30 ; Jean Rocchi parlera de Giordano Bruno ; projection de « Trinita voit rouge » ; Claire Auzias parlera du génocide des Tsiganes ; contes, pour petits et grands, Serge Halimi, auteur de « L'opinion, ça se travaille ».

vendredi 19 octobre

PARIS : Débat avec le libertaire groupe Louise Michel « **des transports gratuits pour tous** » au local « La Rue » à 20 heures, 10 rue robert Planquette (18e), M° Blanche ou Abbesses.

samedi 21 octobre

BRUXELLES : Conférence-débat à 15 heures avec Denys-Louis Colaux, André Tillieu, ami de Brassens, auteur de « Auprès de son arbre », « Brassens, d'affectueuses révérences », Marc Wilmet, professeur de linguisitique à l'ULB, auteur de « Brassens, libertaire ». Tour de chant de Sandrine Devienne, suivi d'un repas convivial au Centre libertaire, 65 rue du Midi. P.A.F. 100 FB/20 FF (Pour tout contact, tél. 067/22.01.83).

STRASBOURG : Dans le cadre de l'accueil de la caravane anti-capitaliste, le groupe de la FA vous invitent à participer à 15 heures à la manif festive au centre-ville (agit prop, sound system, grand jeu de la spéculation, performances) et à 21 heures au concert rock de soutien au CAJ Molodoï.

dimanche 22 octobre

STRASBOURG : Forum, présentation de la caravane, discussions et débat autour de la mondialisation et des luttes contre le capitalisme, toute la journée au CAJ Molodoï.